
Les « terre-neuvas » du Capital Les nouvelles terres du P.S. sont marécageuses.



Connaissez-vous Terra Nova ?

La Canaille ne vous en aurait pas causé de ce machin si un certain **Olivier Ferrand**, son président et membre fondateur, au nom d'une "*politique gauche*" n'avait pas avancé un certain nombre de saloperies dans une interview au **Monde** de ce 8 Mai (daté du 9)

Donc, **Terra nova** est un « *think tank* proche du Parti socialiste ». Parti socialiste, on connaît; Hélas. Proche on sait ce que cela veut dire. Reste « **think tank** ».

Au secours le dico en ligne :

« Un **think tank** (parfois « *think factory* ») est une institution de « droit privé », regroupant des experts destinés à faire des études et des propositions dans le domaine des politiques publiques. Alors qu'un *think tank* réunit des professionnels au sein d'une structure très formalisée et produit de façon systématique des études et des rapports, un club ou cercle de réflexion est beaucoup plus informel. Il réunit, souvent autour d'un homme politique ou d'un parti, des personnes de bonne volonté désirent réfléchir sur une base non professionnelle à des problèmes relevant des politiques publiques. »

En gros c'est une sorte de club de l'horloge ou un Fouquet's peint en rose pour la « **DSK connexion** », un truc comme « **Confrontation** » (le machin à **Herzog** et **Le Duigou**) en moins masqué.

Cet **Olivier Ferrand** n'est pas n'importe qui:

Sa biographie sur le site de cette usine à gérer la crise indique entre autre :

Il a été responsable du PS pour les questions européennes et internationales.

*Diplômé d'HEC, ancien élève de Sciences Po et de l'ENA,
Administrateur civil au ministère de l'économie et des finances,*

Il a débuté sa carrière en 1997 à la direction du Trésor, où il s'est occupé de négociations financières internationales (G7, FMI, OMC, OCDE), puis de négociations européennes.

Conseiller technique pour les affaires européennes du Premier ministre Lionel Jospin,

Conseiller du Représentant de la France à la Convention sur l'avenir de l'Europe Pierre Moscovici, membre du groupe des conseillers politiques du Président de la Commission européenne Romano Prodi, Conseiller de Dominique Strauss-Kahn pendant les primaires socialistes et Délégué général du think tank « A gauche, en Europe », fondé par DSK et Michel Rocard.

De retour au ministère des finances, il a rejoint l'Inspection générale des finances, puis la DGTPE (Direction générale du Trésor et des politiques économique).

Depuis le 1er novembre 2009, il est chargé de mission à l'IGPDE (Institut de la gestion publique et du développement économique).

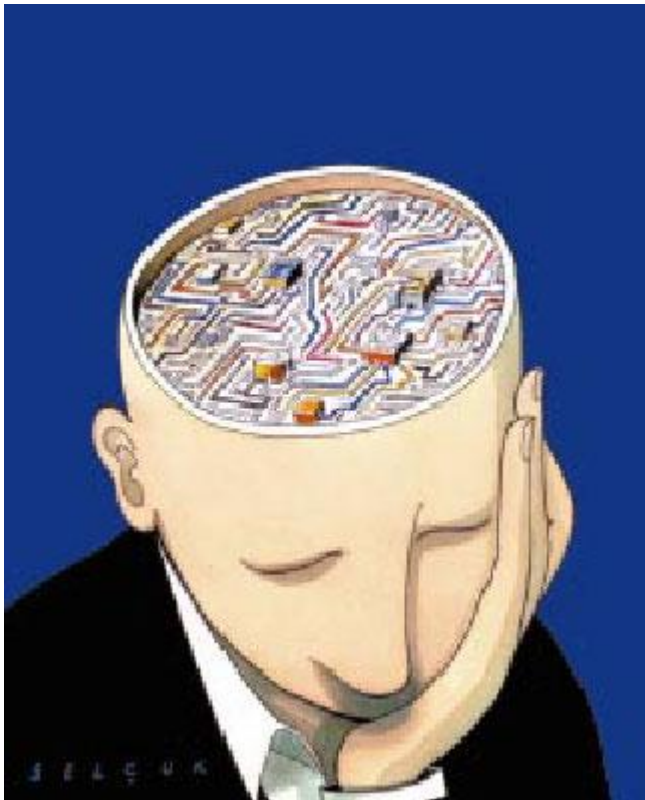
Maire adjoint du IIIème arrondissement de Paris de 2001 à 2007,

Candidat aux législatives en juin 2007 dans les Pyrénées-Orientales.

Il est depuis 2008 maire adjoint de Thuir et vice-président de la communauté de commune des Aspres.

Enseignant à Sciences Po jusqu'en 2007,

Il est l'auteur du manuel **Finances publiques** (avec **Rémy Rioux et François Adam**, Presses de Sciences Po & Dalloz, 2e édition 2007).



Il a également écrit **Pour une primaire à la française** (avec **Olivier Duhamel, Terra Nova**, août 2008), **L'Europe contre l'Europe** (Hachette, avril 2009) et **Primaire : comment sauver la gauche** (avec **Arnaud Montebourg**, Seuil, septembre 2009).

Bref, carte de visite à rallonges qui produit une barrette de décorations sur le poitrail à en faire un maréchal de l'armée rose.

Dans l'état major de cette usine à neurones, entre autre, (la liste complète est à regarder sur leur site internet) qui trouve-t-on ? Que du beau linge: des tas de gens qui nous expliquent

qu'il faut faire des sacrifices mais jamais pour qui mais pourquoi faire.

Et pour cause.

Au plan national, puis international :

AGHION Philippe, économiste, professeur à Harvard
ASKENAZY Philippe, économiste, directeur de recherche au CNRS
AZEMA Jean-Pierre, historien, professeur à Sciences Po
BERGOUNIOUX Alain, inspecteur général de l'Éducation nationale, président de l'OURS
BOURGUIGNON François, économiste, ancien chief economist de la Banque mondiale, Pdt de l'École d'économie de Paris
COHEN Elie, économiste, directeur de recherches au CNRS
PADIS Marc-Olivier, rédacteur en chef de la revue Esprit
PALIER Bruno, politiste, chargé de recherches CNRS au CEVIPOF
Michel ROCARD, (on applaudit bien fort) ancien Premier ministre, PRESIDENT député européen
DUHAMEL Olivier, constitutionnaliste, professeur des universités à Sciences Po
FITOUSSI Jean-Paul, économiste, professeur à Sciences Po
GASPARD Françoise, maître de conférences à l'EHESS
LORENZI Jean-Hervé, économiste, professeur à l'Université Paris-Dauphine, président du Cercle des économistes
PHILIPPON Thomas, économiste, enseignant à la New-YorkUniversity
PISANI-FERRY Jean, économiste, directeur du think tank européen Bruegel
PROST Antoine, historien de l'éducation, professeur émérite à l'Université de Paris I, président du Mouvement Social
TERTRAIS Bruno, politologue, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique
VAISSE Justin, historien, senior fellow à la Brookings Institution
VELTZ Pierre, économiste, enseignant à l'École des Ponts
VIARD Jean, sociologue
VIGARELLO Georges, historien, directeur de recherche à l'EHESS
WASMER Etienne, professeur à Sciences Po
WEBER Henri, député européen
WEIL Patrick, historien, directeur de recherche au CNRS
WIEVIORKA Michel, sociologue, directeur du Centre d'analyse et intervention sociologiques de l'EHESS

ALMUNIA Joaquin (Espagne), Commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires
BROWNE Matt (Royaume Uni), directeur international d'APCO, ancien directeur de Policy Network
COHN-BENDIT Daniel (Allemagne), député européen (coucou, il est aussi là)
MANDELSON Peter (Royaume Uni), Ministre du commerce et Président de Policy Network
MARSHALL Will (États-Unis), président du Progressive Policy Institute
NIEWIEDZIAL Katarina (Allemagne), directeur, Das Progressive Zentrum
PAPANTONIOU Yannis (Grèce), ancien ministre de la défense, ancien ministre de l'économie
PALME Joakim (Suède), directeur de l'Institute for Future Studies

GEREMEK Bronislaw † (Pologne) Historien, député européen
GIDDENS Anthony (Royaume Uni), sociologue, professeur à l'Université de Cambridge
GOZI Sandro (Italie), député, ancien chef de cabinet du Président de la Commission européenne
GRANT Charles (Royaume Uni), directeur du Centre for European Reform (CER)
HUBNER Danuta (Pologne), Commissaire européenne chargée des affaires régionales
JOAO RODRIGUES Maria (Portugal), conseillère spéciale de l'Union Européenne pour la stratégie de Lisbonne
LAFOND François (Italie), délégué général du think tank Glocus
RUTELLI Francesco (Italie), vice-président du Parti démocrate, ancien maire de Rome
SAMANS Richard (États-Unis), Managing director du Forum économique mondial
SEN Amartya, Prix Nobel d'Économie
SOLANA Javier (Espagne), Secrétaire général du Conseil et Haut Représentant de l'Union pour la PESC.
SPIDLA Vladimir (République Tchèque), Commissaire européen à l'emploi et aux affaires sociales
SZANYI Tibor (Hongrie), député, ancien ministre du commerce extérieur
WALLSTROM Margot (Suède) vice-présidente de la Commission Européenne, chargée des relations institutionnelles et de la stratégie de communication



Bref, comme on le voit, pour expliquer comment faire des sacrifices, une kyrielle de RMIste, d'OS, de postiers, infirmières ou cheminots, de métallo ou de conditionneuses, des syndicalistes des ZI délocalisées ou des responsables associatifs de ZUP de France et d'Europe.

Curieux de voir que dans la liste des partenaires de références au côté du PS des Verts, des Radicaux de toute la palette possible de l'espèce figure aussi le PCF, entre le MRG et le Modem.

Il est vrai que nombre des précédemment cités sont convoqués comme expert pour expliquer la crise dans le mouvement syndical ou dans les colonnes de l'Humanité. Donc, maintenant que les rôles sont distribués, le film.

**Silence, on tourne,
Ce qu'on peut lire dans l'interview du *Monde* :**

Terra Nova propose de mettre les retraités à contribution.

C'est une provocation ?

Olivier Ferrand :

Non, c'est un souci d'équité intergénérationnelle. En matière de réforme des retraites, rien n'est dit sur le niveau de pension, le niveau de vie que l'on veut assurer aux retraités.

A long terme, on le sait, les retraites vont baisser. Mais à court terme, nous sommes dans une situation historique particulière, bien repérée par le Conseil d'orientation des retraites (COR) : le niveau de vie des retraités d'aujourd'hui est supérieur à celui des actifs. Si la pension moyenne est inférieure de 9 % au salaire moyen, la retraite moyenne d'un homme est supérieure au salaire moyen d'un homme : 1 617 euros contre 1 613 euros. C'est une première.

Quand on passe au niveau de vie, l'écart se creuse puisque les retraités n'ont plus d'enfants à charge, disposent de revenus patrimoniaux deux fois supérieurs et sont propriétaires à 75 % de leur logement (contre 56 % des actifs). Le niveau de vie de l'ensemble des retraités représente 106 % de celui des actifs. Et 140 % de celui des actifs de moins de 55 ans.

Mais il y a des retraités pauvres.

Bien sûr. Mais ils sont moins nombreux que les actifs pauvres (450 000 contre 1,2 million) et la collectivité les traite mieux : 708 euros pour le minimum vieillesse, 460 euros pour le RSA, soit 50 % de mieux. Quel que soit le niveau de l'échelle sociale, les retraités sont dans une situation meilleure que les actifs.

Quelles conséquences en tirez-vous ?

Les retraités d'aujourd'hui doivent être mis à contribution à un niveau raisonnable. Nous proposons simplement d'aligner leur fiscalité sur celle des actifs. Les retraités bénéficient d'une CSG de 6,6 %, voire de 3,8 %, contre 7,5 % pour les actifs. Ils continuent d'avoir un abattement fiscal de 10 % pour frais professionnels, des majorations de retraite et toute une série d'avantages annexes.

Cette fiscalité dérogatoire n'est plus justifiée puisque les retraités sont aussi riches, voire plus, que les actifs. Elle représente un montant annuel de 10 milliards d'euros. Nous proposons aussi d'instituer une CRDS retraite provisoire, avec un point de plus sur dix ans, pour contribuer à apurer nos 85 milliards de dette sociale.

Faut-il aussi des mesures d'âge ?

A court terme, non. Le COR nous l'a dit. Nous devons trouver immédiatement 30 milliards. Il n'y a que deux voies : des financements supplémentaires ou le relèvement de l'âge légal de la retraite.

Mais à long terme ?

A long terme, la question des 60 ans ne se posera plus. 93 % de la génération de 1970 n'est pas concerné par l'âge légal. Le vrai sujet est sur la durée de cotisation.

Nous avons la chance de vivre beaucoup plus longtemps. Nous ne pouvons pas continuer à recycler intégralement en retraite notre espérance de vie. Notre temps de vie en retraite est déjà le plus haut de l'OCDE. On ne peut pas pressurer à ce point les actifs. Il faudra, de 2020 à 2050, allonger la durée de cotisation.

Y a-t-il d'autres améliorations à apporter ?

Notre système a trois handicaps : il est illisible, inégalitaire et standardisé. Il faudrait rendre le système plus redistributif, et prendre un peu aux pensions les plus élevées pour redonner aux petites retraites. Par exemple, faire en sorte qu'une carrière au smic aboutisse à une pension au smic.

Enfin, la diversité des demandes sociales (partir plus tôt, plus tard, cotiser davantage...) plaide pour une retraite individualisée à la carte.

Le PS joue-t-il une partie de sa crédibilité sur les retraites ? Lionel Jospin n'a-t-il pas souffert en 2002 de n'avoir pas traité la question ?

Mais il a créé le Fonds de réserve des retraites ! Si celui-ci avait été abondé au rythme prévu, il aurait couvert en 2020 à peu près 15 % du besoin de financement du système. La gauche est audible et écoutée. On va mesurer dans les mois qui viennent, et pas seulement sur les retraites, si elle est prête à gouverner.

Quelles sont, selon vous, les principales fragilités françaises ?

La France, comme l'Europe, est en crise depuis trente ans. Notre pays - et cela renvoie au problème des retraites - engloutit ses ressources dans le présent. Il a renoncé à investir dans son avenir. La montée en puissance des contraintes de finances publiques depuis 1974 a progressivement asphyxié les investissements publics.

La croissance a longtemps été une croissance d'imitation et de rattrapage. Nous nous heurtons aujourd'hui à une frontière. Pour la repousser, le pays a besoin d'une politique de l'offre fondée sur une stratégie d'investissement économique, social et écologique. Il manque un à deux points de PIB, soit une trentaine de milliards, d'investissements publics par an pour financer l'avenir. Un grand emprunt par an !

A-t-on les moyens de le faire ?

Il nous faut, sous peine de syndrome grec, réduire de 70 milliards notre déficit structurel et trouver, pour investir, des marges à hauteur de 30 milliards. C'est donc 100 milliards par an qu'il faut redéployer, une véritable révolution budgétaire.

Ce qu'a annoncé le gouvernement y contribue-t-il ?

Non. (...) on fait des économies à la marge, souvent de manière aveugle, sur la gestion administrative des politiques publiques. Mais il va falloir désormais s'attaquer aux politiques elles-mêmes. On ne peut plus continuer à les empiler.

Y a-t-il une façon de gauche de conduire la rigueur ?

Il faut assumer deux choix difficiles. Le premier, c'est redéployer progressivement vers les emplois de demain une trentaine de milliards par an de baisses de charges sur les bas salaires. Le second consiste à s'attaquer aux quelque 400 milliards de dépenses sociales.

Il faut aussi regarder les recettes. Remettre la fiscalité à son niveau de 2002 permettrait de dégager 30 milliards par an, dont 20 ont été redistribués aux 5 % les plus aisés. La gauche a raison de mettre la réforme fiscale au cœur de son projet.

Est-elle consciente des contraintes qui seront les siennes, si elle revient au pouvoir ?

J'en suis sûr. La gauche a d'ailleurs toujours été bonne gestionnaire des finances publiques. C'est dans son ADN.

O.F. répond au question de Claire Guélaud et Philippe Le Cœur

L'article in extenso est paru dans l'édition du Monde du 09.05.10



Et le PS le poursuivra



Voilà, vous êtes fixés.

Si pour chasser la **Camorra des Sarko-Fillon-Bachelot** il faut s'acoquiner avec la **Ndrangheta des DSK-Fabius-Aubry**, cela revient à persister dans le racket du salaire socialisé.

Dans les deux cas, pas touche au capital! Entre les profiteurs à tout crin du système et ceux qui le gèrent "loyalement" pour laisser les profiteurs s'en servir à tout crin existe-t-il un choix?

Une question n'est jamais posé à nos conseillers d'accepter la crise : Savent-ils comment les hommes vivent ?

***C'était un temps déraisonnable
On avait mis les morts à table
On faisait des châteaux de sable
On prenait les loups pour des chiens***

L. Aragon -

Bierstube Magie allemande; est-ce ainsi que les hommes vivent (in-Le roman inachevé)

Membre du parti socialiste.